

## **Afrique du sud : la police massacre des mineurs à Marikana**

**Nous condamnons le massacre brutal des mineurs de Marikana par la police.** Nous, militant-es ouvrier-es et syndicalistes, condamnons fermement le massacre des mineurs de platine par la police le 16 août en Afrique du Sud. C'est une véritable barbarie et un crime contre l'humanité. C'est clairement un **massacre d'ouvriers sans défense qui ne font que défendre la juste revendication d'une hausse de salaire**. Toutes les preuves montrent que c'est une attaque sanglante contre des grévistes planifiée par la police et l'employeur, et qu'aucun prétexte ne peut justifier cette brutalité contre des travailleurs. Nous appelons tous les travailleurs/ses, les syndicalistes, et les gens du monde entier à protester et à condamner cette barbarie commise par la police sud-africaine et les patrons. Nous déclarons que :

- 1- L'identité de tous les assassins de mineurs doit être rendue publique dès que possible. Tous les travailleurs et manifestants arrêtés doivent être immédiatement libérés.
- 2- Toutes les autorités et tous les individus qui sont, à un niveau ou à un autre, impliqués dans ce massacre, que ce soit en le décidant, en l'organisant ou en tirant, doivent être jugés au cours d'une audience publique.
- 3- Les mineurs et les familles de toutes les victimes doivent avoir accès gratuitement à des conseillers juridiques et à des avocats lors de ce procès.
- 4- Toutes les familles des victimes doivent immédiatement recevoir un soutien financier leur permettant d'avoir un niveau de vie décent pendant toute leur vie.
- 5- Tous les mineurs blessés doivent avoir un accès gratuit et de qualité pour les soins médicaux et recevoir l'intégralité de leurs salaires jusqu'à ce qu'ils soient complètement guéris.
- 6- Les travailleurs de la mine de platine de Marikana revendiquaient une hausse de salaire lorsqu'ils ont été brutalement attaqués par la police. Le massacre ne doit pas faire oublier les revendications salariales des mineurs. Nous soutenons la revendication de hausse des salaires des mineurs de Marikana.
- 7- Nous, signataires, déclarons le jour du massacre des mineurs comme journée internationale de protestation contre la barbarie du capitalisme à l'encontre des travailleurs dans le monde. Nous appelons tous les syndicats, ouvriers et humanistes du monde à soutenir ces revendications et à encourager leurs organisations à signer officiellement ce texte.



L'appel a été lancé sur l'initiative notamment des militant-es du **Comité de Solidarité Ouvrière Internationale** – Iran. Parmi les premiers signataires : *Nicolas Dessaux*, **Solidarité Irak**, France  
*Willi Hajek*, coordinateur du réseau international syndical et associatif **Transnationals Information Exchange (TIE)**.  
*Frédéric Michel*, coordinateur du réseau syndical international **Rail Sans Frontières (RSF)**.  
*Dirceu Travesso*, secrétaire national de la **Central Sindical e Popular Conlutas (CSP-Conlutas)** – Brésil.  
*Christian Mahieux*, secrétaire national de l'**Union syndicale Solidaires** – France.  
*Stéphane Enjalran*, membre de la commission internationale de l'**Union syndicale Solidaires** – France.  
*Luis Serrano*, secrétaire aux relations internationales de la **Confederación General del Trabajo (CGT)** – État espagnol.  
*Angel Bosqued*, membre du secrétariat aux relations internat. de la **Confederación General del Trabajo (CGT)** – État espagnol.  
*Ali Lofti*, secrétaire général de l'**Organisation Démocratique du Travail (ODT)** – Maroc.  
*Saïd Nafi*, responsable national de l'**Observatoire des Droits des Travailleurs et des Libertés Syndicales au Maroc (ODTLSM)** – Maroc  
*Donatella Biancardi* secrétaire nationale de l'**Unione Sindacale di Base (USB)** – Italie  
*Giulio Moretti*, responsable national de l'**Organizzazione Sindacati autonomi e di base (Or.S.A.)** – Italie  
*Vicent Mauri Genovés*, secrétaire de la **Confederación Intersindical** – État espagnol.  
*Luis Blanco*, secrétaire de l'**Intersindical Alternativa de Catalunya (IAC)** – Catalogne.  
*Bayla Sow*, secrétaire général du **Syndicat Unique des Travailleurs des Transports Aériens et Activités Annexes (SUTTAAS)** – Sénégal  
*Marcel Kounouho*, secrétaire général du **Syndicat national des travailleurs des services de la santé humaine (SYNTRASESH)** – Bénin  
*Brahim Yakine*, secrétaire national de l'**Organisation Démocratique du Rail (ODR)** – Maroc  
*Pierre Stambul*, animateur national de la tendance **Émancipation, SNES/FSU** – France.  
*Habib Rezapour*, **Syndicat des Travailleurs de la Compagnie de Bus Vahed Téhéran et Banlieue** – Iran

## Syrie : solidarité avec le peuple syrien. Bachar dégage !

Un peu partout dans le monde, des syrien-nes se mettent en grève de la faim pour alerter l'opinion publique sur les massacres commis par le régime de Bachar Al-Assad sur le peuple syrien (plus de 27 000 mort-es ; mais aussi pour dénoncer l'inertie de la communauté internationale.

C'est également le cas en France où le groupe de jeunes syriens a suspendu la grève de faim jusqu'au 20 septembre, dans l'attente de la concrétisation de quelques promesses d'interventions concrètes, pour l'instant orales.



Au moins 200 morts tombent chaque jour sous les coups d'un régime qui veut écraser la révolution par le sang. Soutenons les révolutionnaires syrien-nes qui sont en mesure de prendre en main leur destin ! L'Union syndicale Solidaires participe à la constitution en France d'un **Collectif de secours à la population syrienne**, qui rassemble des associations, syndicats et organisations politiques.

### Manifeste d'appel à la solidarité avec le peuple Syrien

## Hunger Strike

Syrian people

En Syrie, à peine un massacre est-il commis que le régime en orchestre t-il un second, encore plus sanguinaire. Le terrible massacre de Daraya, qui a fait plus de 221 morts en un jour, n'est certainement pas le dernier de la sorte.

Tous ces crimes et ces massacres se font dans l'indifférence de la communauté internationale, dont les négociations et déclarations ne font que donner plus de temps au régime.

En outre, les médias continuent à caricaturer, simplifier la situation et la réduisent à un conflit entre sunnites et chiïtes.

Pour condamner ce manque d'engagement de la communauté internationale et montrer notre attachement à notre révolution pour la liberté et la dignité, nous entamons une grève de la faim afin de faire entendre nos revendications :

- 1- Unir les efforts de l'opposition syrienne pour former un gouvernement de transition chapotant l'Armée syrienne libre
- 2- Exiger la mise en place de couloirs humanitaires pour aider les civils (au moins deux couloirs sous la protection des Nations Unies)
- 3- Expulser tous les diplomates, les représentants du régime syrien et hisser le drapeau de la révolution syrienne sur toutes les ambassades et consulats du monde entier
- 4- Mettre en place des sanctions sévères à l'encontre de la Russie et de l'Iran pour sanctionner leur implication directe dans les massacres de civils. Imposer un avertissement du Conseil de sécurité au gouvernement égyptien pour faire pression afin qu'il s'engage à ne pas permettre le passage de quelconque navire, quelque soit sa nationalité, transportant armes ou aide au régime syrien via le canal de Suez.
- 5- Présenter le dossier syrien à la Cour pénale internationale et demander la poursuite de Bashar Al Assad comme criminel de guerre devant cette dernière
- 6- Assurer le suivi de la situation des réfugiés dans les camps installés dans les pays voisins et mettre ces camps sous supervision des Nations Unies
- 7- Assurer la libération des prisonniers politiques des prisons du régime, sous la supervision d'une mission des Nations Unies. Permettre aux organisations internationales de visiter les prisons, notamment la prison de l'aéroport militaire de Mezzeh.

[www.souriahouria.com](http://www.souriahouria.com)

## Allemagne : grève du personnel navigant commercial de Lufthansa



Une fois de plus en Allemagne, c'est un syndicat « catégoriel » du secteur des transports qui organise et mène un mouvement revendicatif fort, y compris par la grève. Ce fut déjà le cas, par exemple parmi les agents de conduite de trains il y a plusieurs mois ou le personnel de l'aéroport de Francfort au printemps. Cette fois, c'est le personnel navigant commercial de Lufthansa qui a fait grève, à l'appel du syndicat UFO. **Ils et elles réclament 5% d'augmentation (après trois années à ...0%) et refusent le recours à l'intérim décidé par la direction de Lufthansa.**

Le 31 août, les salarié-es de Francfort avaient observé une grève de 8 heures ; même chose le 4 août, cette fois à Francfort, Berlin et Munich et avec des manifestations. Le 7 août, le mouvement était général : **plus de la moitié des vols de Lufthansa ont été annulés !** Le rapport de force se poursuit entre les salarié-es et leur syndicat d'une part, la direction de l'entreprise de l'autre. Encore une grève qui montre que le syndicalisme offensif existe bel et bien en Allemagne, malgré l'attitude habituelle de la confédération DGB.

## Maroc : marche contre l'exclusion, l'appauvrissement, la tyrannie



L'Organisation Démocratique des Travailleurs/ses (ODT) organisait le 10 juin une marche nationale, à Rabat : **Contre l'absence du partage équitable des richesses**, le détournement des deniers publics, la corruption, l'exploitation des ouvriers, le non respect du salaire minimum de base, la non déclaration de millions d'ouvriers à la Sécurité Sociale, l'absence de couverture sociale comme le vivent la majorité des retraités, des ouvriers, des saisonniers, des temporaires, des ouvriers de la Promotion Nationale et d'une large tranche de la population sous le seuil de la pauvreté. **Et aussi pour dénoncer les pertes d'emplois** dues aux fermetures d'usines et entités industrielles ou à cause des licenciements abusifs pour activité syndicale.

**L'ODT note l'augmentation des protestations et des grèves dans plusieurs secteurs** (enseignement, santé, collectivités territoriales, justice, Maroc Télécom, Promotion Nationale, auxiliaires de l'autorité, etc.). Le gouvernement reste muet face aux revendications. La loi de finances de 2012 va conduire à une tragédie profonde pour la classe ouvrière, à la détérioration de son niveau de vie en raison de la flambée des prix des produits de première nécessité qui s'ajoute aux traites des prêts destinés à la consommation ainsi qu'aux taux élevés des intérêts des prêts au logement et au prix de l'eau et d'électricité, etc. **L'ODT et toutes les forces vives du pays déplorent le recours à la force dans la répression de manifestations pacifiques** réclamant une justice sociale et dignité et celles des diplômé-es chômeurs/ses réclamant le respect des engagements gouvernementaux pour l'emploi dans la fonction publique. [www.odt.ma](http://www.odt.ma)

## De Florence à Athènes : des alternatives à construire

Dix ans après le premier Forum Social Européen de Florence, en 2002, plusieurs associations et syndicats italiens ont pris l'initiative d'organiser des rencontres « Firenze 10+10 », du 8 au 11 novembre, ouvertes à toutes les forces qui étaient impliquées dans les Forums Sociaux Européens. Pas de nostalgie dans ce projet, mais au contraire la volonté de s'appuyer sur le passé, de faire le bilan de nos défaites et de nos victoires, de prendre en compte les nouveaux mouvements sociaux apparus depuis 10 ans, les évolutions d'autres, ... pour construire les luttes d'aujourd'hui.

Par ailleurs, un autre cadre unitaire prépare un sommet alternatif à Athènes pour le printemps 2013. L'objectif est de **créer un rapport de force, à la fois au plan national et européen, pour peser sur les éléments essentiels des politiques européennes** (austérité, pacte fiscal, impasse écologique, atteinte à la démocratie, dette, rôle de la Banque Centrale Européenne, etc.).

L'Union syndicale Solidaires est impliquée dans les deux réseaux. Une réunion pour préparer ces deux initiatives se tient à Milan du 13 au 15 septembre. Nous y serons !

[www.altersummit.eu](http://www.altersummit.eu) [www.firenze1010.eu/index.php/fr](http://www.firenze1010.eu/index.php/fr)

## Algérie : encore la répression contre ceux qui résistent !

Abdelkader Kherba, membre du Comité national pour la défense des droits des chômeurs (CNDDC) affilié au SNAPAP, militant de la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'homme (LADDH) a été arrêté à Ksar El Boukhari, le 20 août, lors d'un rassemblement pacifique contre les coupures d'eau que subit la population. Comme le rappelle le SNAPAP « l'arrestation d'A. Kherba est une démonstration du pouvoir dans la répression qui cible syndicalistes, militant-es des droits de l'homme et tous ceux qui luttent pour la liberté d'expression, pour décourager les actions de protestations pacifiques et punir les protestataires ayant participé aux actions de revendications. Détenu arbitrairement depuis le 20 août, il observe une grève de la faim pour interpeller l'opinion publique. »



Son état est grave. **Avec toutes les forces démocratiques, l'Union syndicale Solidaires exige la remise en liberté immédiate d'Abdelkader Kherba, l'arrêt des poursuites et du harcèlement dont il est victime sans raison et que le pouvoir, via sa police, respecte enfin les droits de l'homme et les conventions internationales qu'il a signées.**

[www.cisa-algerie.com](http://www.cisa-algerie.com) [www.maisondessyndicats-dz.com](http://www.maisondessyndicats-dz.com)

## Colombie : solidarité ouvrière contre les multinationales



En Colombie, 12 000 travailleurs/ses du Pétrole luttent contre les multinationales qui détruisent les droits sociaux et l'environnement. Infrastructures et services de l'État sont mis à disposition de ces entreprises qui disposent de **services de « sécurité » extrêmement violents : les pressions pour que les salarié-es quittent le syndicat et les agressions physiques, se succèdent.** La solidarité internationale est nécessaire : elle commence par l'information sur la réalité sociale en Colombie, nécessaire pour que le plus grand nombre demande des comptes à ces entreprises. [www.usofrenteobrero.org](http://www.usofrenteobrero.org)

## Andalousie : « *Ils exproprient le peuple ? Exproprions les expropriateurs !* »

L'Andalousie est particulièrement touchée par la crise du système capitaliste : 34% de la population est au chômage, pour les autres le travail précaire est la règle. Le Syndicat Andalou des Travailleurs mène des actions collectives pour dénoncer cette situation, montrer les injustices actuelles et organiser la révolte populaire. Une « marche ouvrière » parcourt toute l'Andalousie. Elle est ponctuée d'actions symboliques, telles que la **réquisition de nourriture dans des grands magasins (Carrefour, Lidl, etc.)** pour la redistribuer dans des quartiers populaires ou à des associations ou encore **l'occupation d'une grande propriété agricole appartenant à l'armée**. Les militant-es du SAT, régulièrement arrêté-es par la Police, sont menacé-es de très fortes amendes et de peines de prison. Mais la résistance populaire s'organise. Comme l'indique le porte-parole du SAT, « *puisque'ils exproprient le peuple, nous voulons exproprier les expropriateurs, c'est-à-dire les grands propriétaires terriens, les banques et les grands magasins qui se font de l'argent en pleine crise économique* ».

## Santé : semaine d'actions européenne, début octobre



Comme elles l'avaient décidé lors de la conférence de Nanterre en mai, les organisations (dont SUD Santé Sociaux) membres du **réseau européen pour le droit à la santé organisent une semaine d'actions, du 1<sup>er</sup> au 7 octobre**. Des grèves régionales tournantes sont organisées en Pologne à partir du 15 septembre, avec une manifestation à Varsovie le 5 octobre. Des délégations seront présentes à Varsovie : au « village blanc européen » de Varsovie où se rassemblent des personnels de santé en lutte, et pour une nouvelle conférence européenne. Des manifestations sont prévues le 6 octobre à Paris, dans l'Etat Espagnol, en Belgique.

[www.reseau-europeen-droit-sante.blogspot.fr](http://www.reseau-europeen-droit-sante.blogspot.fr)

## Québec : la longue lutte des étudiant-es pour le droit à l'éducation

Depuis le printemps, les étudiant-es du Québec se sont massivement mobilisé-es par la grève reconductible contre une hausse drastique des frais d'inscription, incompatible avec le droit à l'éducation. Le gouvernement, non content de refuser toute négociation, a fait adopter la loi 12/78, qui restreint le droit de manifestation, d'expression et d'association, et qui pénalise celles et ceux qui soutiennent les étudiant-es. Alors que le mouvement était en train de se relancer à l'issue des congés d'été, **gouvernement et administration universitaire ont choisi la répression policière** pour casser la mobilisation. La police a ainsi fait intrusion en nombre le 28 août dans l'Université de Montréal, alors que les A.G. étudiantes avaient voté démocratiquement la grève et que le mouvement se déroulait sans aucune violence. Des amendes s'abattent sur celles et ceux qui se mobilisent. **Nous réaffirmons notre soutien à la lutte et aux revendications des étudiant-es du Québec** et dénonçons la répression et la politique liberticide du gouvernement ... qui vient d'ailleurs de perdre les élections provinciales.

## Espagne : manifestations pour le droit à l'avortement



Dans son vaste plan antisocial, **le gouvernement espagnol s'en prend particulièrement aux femmes**. Chômage, précarité, temps partiel imposé, pressions hiérarchiques les visent particulièrement. Mais les forces réactionnaires **tentent aussi de revenir sur des acquis des luttes féministes des années 1970, notamment le droit à l'avortement, la liberté de disposer de son propre corps**. Le 28 septembre, la CGT-e organise des manifestations pour défendre ces droits fondamentaux.

[www.cgt.es](http://www.cgt.es)

## Russie : campagne internationale pour la liberté des Pussy Riot

Le 17 août, un tribunal de Moscou a condamné à deux ans d'emprisonnement dans une colonie pénitentiaire les trois jeunes femmes de Pussy Riot. Dans la foulée, la police a lancé des poursuites à l'encontre des deux autres membres de Pussy Riot qui avaient participé à la prière punk dans l'église du Christ Sauveur mais n'avaient pas été arrêtées. **Amnesty International considère les trois premières comme des prisonnières d'opinion, uniquement condamnées pour avoir exercé leur droit à la liberté d'expression de manière pacifique**. Pour la même raison, les poursuites contre les deux autres membres de Pussy Riot doivent être immédiatement abandonnées. La mobilisation internationale a contribué à ce que la peine prononcée ne soit pas plus lourde : elles risquaient jusqu'à sept ans de prison et le procureur avait requis trois ans à leur encontre. La mobilisation a aussi apporté un soutien moral énorme aux Pussy Riot ; elle doit s'amplifier, jusqu'à leur libération.

<http://www.amnesty.fr/AF-en-action/Protegeons-les-personnes/Personnes-en-danger/Actualites/Les-Pussy-Riot-condamnees-la-mobilisation-doit-continuer-5978>

## Pays basque : unité syndicale pour la grève du 26 septembre

Au Pays basque, ELA, LAB, ESK, STEE-EILAS, EHNE, HIRU, CGT, CNT appellent à la grève le 26 septembre. Cette unité syndicale, appuyée par de très nombreuses associations du mouvement social, est une **réponse au coup d'état antisocial du gouvernement espagnol**, à ses conséquences pour les travailleurs/ses du Pays basque. [www.labsindikatu.org](http://www.labsindikatu.org)